

REGARDS SUR L'EUROPE N° 16

Isabelle Lenarduzzi : nous les femmes



Nous avons rencontré, le 9 septembre dernier, **Isabella Lenarduzzi** chez son père, Domenico, directeur honoraire de la Direction de l'UE qu'on appelait DG 22 et qui traitait des questions d'enseignement au sein de l'UE. C'est à lui qu'on doit, entre autres et heureusement, les programmes bien connus Socrates, Comenius, et bien sûr Erasmus. Il est resté un grand ami de notre section AEDE, qui lui doit beaucoup.

Nous avons proposé à Isabella de s'exprimer librement sur le thème : *qu'est-ce que l'UE n'a pas fait et devrait faire en matière de respect de l'égalité des droits de femmes ?*

« Je suis une entrepreneuse sociale », c'est-à-dire ?

C'est quelqu'un qui a pour objectif d'œuvrer pour améliorer le monde, que ce soit dans l'environnement, dans l'aide aux personnes, dans les changements profonds de société, et je fais cela depuis trente ans ; j'avais des projets, je voyais des besoins, et je me suis inventée chef de projets et automatiquement ce chef de projets devenait, par la force des choses, entrepreneuse parce qu'il fallait trouver des sous, parce que j'ai de l'ambition pour mes projets, et donc être entrepreneuse sociale, c'est créer une entreprise qui n'a pas comme objectif le profit mais le **changement sociétal** ; *si on fait des choses, tant mieux parce que c'est réinvesti pour avoir encore plus d'impact*, le moteur ce n'est pas l'argent, c'est l'impact qu'on peut avoir sur la société.

Quand j'ai commencé il y a plus de trente ans, on ne parlait pas de ce genre de choses, on ne parlait même pas de responsabilité sociétale des entreprises et c'était très très clivé. C'est encore un peu clivé aujourd'hui, mais à l'époque ce l'était beaucoup plus, entre ceux qui faisaient du social, de l'associatif, et ceux qui faisaient du business, et moi j'ai toujours été quelque part entre les deux, ni reconnue par les uns, ni reconnue par les autres. C'est ça mon karma, et heureusement est arrivé ce mot «entrepreneur social», qui m'a valu d'être une des dix *Ashoka fellow* - Ashoka étant le label le plus prestigieux au niveau entrepreneuriat social. C'est formidable parce que ça change beaucoup de choses, parce que du coup je suis en réseau avec d'autres personnes qui pensent comme moi, qui agissent comme moi, et des entreprises comme Rotschild et comme Accenture, comme des gros cabinets d'avocats, qui se mettent à disposition gratuitement d'entrepreneurs comme moi parce qu'ils pensent, comme on a de l'impact, que ça vaut la peine de nous donner un coup de main.

Vous y êtes arrivée comment à cet entrepreneuriat social ?

Il n'y a pas de hasard, je suis la fille de mon père - j'ai travaillé d'abord dans l'éducation en organisant le *salon de l'étudiant*, devenu le *salon européen de l'étudiant*, avant cela c'était le *magazine de l'étudiant*, qui fut le premier magazine, né sur le campus universitaire de l'UCL, qui a été distribué à l'ULB. Si je me rappelle bien, c'était un scandale à l'époque parce qu'il n'y avait aucune mobilité, et en premier chef entre les universités belges, et c'était même scandaleux car on portait une espèce d'empreinte – libre penseur ou catho. Mon associé et moi n'avions pas grandi dans un système belge, on trouvait dès lors ce clivage complètement ridicule, et comme dit Einstein – ou quelqu'un d'autre ? *On ne savait pas que c'était impossible et donc on la fait*. C'était vraiment ça puisqu'on pensait que c'était totalement naturel et on s'est vraiment étonné de la réaction extrêmement forte de tous les pouvoirs éducatifs.

Ensuite, on a fait encore pire en créant un magazine néerlandophone alors qu'on était une bande de francophones. Ce magazine a finalement été distribué dans tous les campus, en librairie et puis a généré le salon de l'étudiant et puis j'ai vendu cette activité-là à une multinationale, et j'ai bien senti que malheureusement la multinationale n'allait pas pouvoir y mettre l'âme que j'y ai mise. Je suis partie dès que j'ai pu et j'ai décidé de suivre en Italie le père de mon enfant qui venait juste de naître

Je me suis encore occupée de l'éducation, puisque j'étais conseillère du ministre pour l'autonomie scolaire et formatrice auprès d'enseignants pour tout ce qui était la dimension européenne de l'enseignement, comment on pouvait obtenir des fonds européens etc. etc. Et puis j'ai été directrice de la Cité des Sciences à Naples. Mais j'ai dû quitter le pays suite à de gros problèmes dans ma vie privée mais aussi à cause de mon statut de femme, mère, entrepreneuse, qui avait beaucoup d'ambition. A partir du moment où je n'avais pas le soutien de mon mari pour pouvoir supporter ce poids-là, le poids de ce patriarcat, me battre dans cet environnement-là et dans ma vie privée, c'était vraiment trop difficile. Alors j'ai préféré offrir un autre avenir à mes enfants et les ramener à Bruxelles. Ils ont été à l'école européenne où j'avais eu la grande chance d'aller. Et même si a priori ils n'avaient pas le droit d'y être, j'ai quand même réussi.

Et de retour en Belgique, quels autres projets avez-vous développés ?

Plein de choses ! Par exemple, à Naples, à la *Cité des sciences* j'avais fait comme à la Cité des sciences à Paris, j'avais construit une *Cité des métiers*, que je trouvais vraiment formidable : c'était un peu le salon de l'étudiant en fait, sauf que là c'était permanent. C'était pour quelqu'un qui avait un besoin de formation, d'éducation ou d'emploi, arriver dans un endroit où tout était fait pour qu'il soit le plus autonome possible, rencontrer des interlocuteurs qui étaient là pour lui répondre **mais sans étiquette**. Ce n'était pas : « non il ne faut pas me parler à moi, parce que moi je suis de telle organisation », car l'organisation en Belgique est tellement complexe et tellement clivée entre la formation professionnelle, la recherche d'emploi, la mise à l'emploi organisées chaque fois par des organismes différents.

Quel est le commun des mortels qui n'est pas dans ce milieu-là, qui peut comprendre cette complexité? J'ai fait une étude de faisabilité pour faire ça à Bruxelles, mais il n'y avait pas de collaboration entre les structures - Orbem, Forem, Bruxelles Formation - donc ce n'était pas possible de le lancer et j'ai laissé la patate chaude aux politiques, qui maintenant sont en train de faire une version certes édulcorée, mais une version quand même, de la Cité des métiers. Comme quoi après 15 ans il y a toujours l'espoir !

Puis j'ai fait l'*European business summit* qui est un peu le Davos européen, enfin qui était, malheureusement il n'est plus que l'ombre de lui-même ; j'ai fait ça pour la FEB et pour l'association des employeurs européens qui s'appelle business Europe. Puis, avec la Chambre de Commerce, j'ai créé un concept de rencontre entre les employeurs et les chômeurs, les demandeurs d'emploi, à Bruxelles, qui s'appelait et qui s'appelle toujours les *Brussel job days* ; et en 5 ans on a mis plus de six mille personnes à l'emploi, car on faisait beaucoup d'événements, des événements par secteur, et ça a vraiment super bien fonctionné.

Ensuite, j'ai fait ça au niveau européen parce que j'ai un ami venu me voir lors de l'année européenne de la mobilité des travailleurs et qui a trouvé que c'était absolument incroyable le nombre de gens qui venaient à Bruxelles pour trouver un emploi à dimension européenne. Alors il m'a dit : « je te promets l'année prochaine qu'on le fait au Berlaumont » ; « tu es fou, jamais on n'y arrivera », lui aussi il ne savait pas que c'était impossible, donc on l'a fait. Ça a été très difficile mais on l'a fait quand même, et puis on a fait ça jusqu'en 2012, jusqu'au moment où la Commission a décrété qu'elle n'était pas là pour agir mais pour penser et faire de la politique, ce qui est une énorme bêtise, ce qui amène au Brexit, mais bon voilà, c'est vraiment terrible !

Les limites qu'on pose aux femmes ?

Et donc en même temps, étant donné l'expérience que j'avais eue dans ma vie professionnelle en Italie du sud avec mon mari et comme j'avais vécu dans ma chair les limites qu'on pose aux femmes, et que je trouvais ça totalement aberrant, j'étais sensibilisée à ce que je voyais autour de moi : je voyais que mes amies ou mes connaissances étaient toujours les premières à faire des sacrifices dans leurs ambitions professionnelles (quand on parle d'ambition professionnelle, on parle de développement personnel) et que c'étaient toujours les premières à le faire sans même se poser la question, ça paraissait tellement naturel, je me suis dit que ce n'était pas normal et qu'il était grand temps que je fasse quelque chose en faveur de l'autonomie des femmes. Alors j'ai lancé **JUMP**, qui n'était au départ qu'un événement, où je voulais avoir le plus de participantes possible. Mais malheureusement j'ai dépensé beaucoup d'énergie, je n'ai jamais été soutenue par les pouvoirs publics, et j'ai dû me rendre à l'évidence que si je ne le rendais pas plus business, c'est-à-dire utile aux entreprises, et donc payable par les entreprises, j'allais tout simplement arrêter.

Alors j'ai revu le concept : c'était toujours en faveur de l'autonomie des femmes mais cette fois-ci tourné vers les entreprises. Elles achetaient les places pour pouvoir donner un coup de boost à ces femmes, les remercier de leur engagement, et, de plus en plus, avoir des chefs du personnel, des talent managers, etc., qui se préoccupent de la dimension hommes-femmes dans l'entreprise.

En fait, quand j'ai commencé **JUMP** au départ, je n'étais pas très claire avec la situation des femmes dans l'économie et dans les entreprises, mais les entreprises non plus. Quand j'allais présenter mon concept, elles me disaient : « où est le problème, chez nous il y a plein de femmes ». OK, mais où sont-elles ? Déjà à l'époque j'arrivais avec un tout petit peu de connaissances en disant : elles se retrouvent dans certains métiers, à certains niveaux hiérarchiques et elles ne se retrouvent pas partout, et donc vous perdez des talents.

60% des universitaires sont des femmes

Et puis cette connaissance s'est affinée chez moi et je me suis rendu compte qu'on avait un véritable problème, puisqu'on a 60 % des diplômés universitaires qui sont des femmes et que l'écart avec les qualifications des hommes ne fait qu'augmenter. Ça veut dire que les femmes progressent et que les hommes reculent. Et à partir du moment où on a 60% des diplômés universitaires mais qu'on n'a plus que 10 % dans les comités de direction, c'est une gabegie incroyable. C'est incohérent ! On parle tellement de retour sur investissement quand il s'agit du financier, mais quand il s'agit de talent, c'est tout aussi important ; et on est dans une société où finalement maintenant, ce n'est plus tellement le capital financier qu'on a qui est important, c'est le capital humain, c'est la motivation des gens qui travaillent avec nous, c'est vraiment leur implication, leur compétence, c'est ça qui fait toute la différence désormais dans les entreprises. Peu à peu a émergé une demande pour qu'existe quelque chose qui aiderait les entreprises à mieux comprendre comment on devient une entreprise bilingue. Plus bilingue français-néerlandais mais bilingue hommes-femmes pour que les femmes se sentent suffisamment bien, puissent continuer leur carrière dans l'entreprise, puissent rester et progresser.

Et c'est comme ça que **JUMP** a pu perdurer, avec son événement le **FORUM JUMP**, avec son portail web et sa newsletter qui maintenant est envoyée à un peu plus de 200 000 personnes en Europe ; et puis on a construit aussi la **JUMP ACADEMY** pour amener des formations en entreprise auprès de gestionnaires de ressources humaines, auprès de femmes. Maintenant on a lancé des formations pour les hommes, rien que pour les hommes. Donc on a plein de services qui aident les entreprises à mieux prendre en compte, à mieux comprendre ce phénomène et **avoir un plan d'égalité performant**. On travaille aussi bien sûr avec les femmes elles-mêmes, car c'est important de pouvoir leur faire prendre conscience du jeu dans lequel elles sont, de leur donner les outils pour qu'elles fassent les choix qui leur conviennent à elles, si elles se rendent compte que leur entreprise est tellement peu inclusive, tellement peu respectueuse des femmes, ne veulent pas s'adapter, il faut qu'elle puissent faire ce constat-là et qu'elles choisissent peut-être de partir, d'aller ailleurs – comme elles veulent.

Je viens de dire la dimension de ce que j'ai compris, de ce que je faisais --- je commence à comprendre ce que je fais. J'ai parlé d'un problème de retour d'investissement dans les entreprises, de performance dans les entreprises : la mixité, la diversité amènent plus de performances, de la performance financière mais aussi de la performance dans d'autres sphères comme la relation clients, garder les clients, avoir de meilleurs produits etc. Et ça, c'est toute une autre dimension, qui est une dimension macroéconomique.

Travail et famille ?

On se rend compte que les pays qui donnent la possibilité aux femmes d'être mères tout en restant actives, voire très actives sur le marché du travail – d'avoir une véritable carrière – ces pays-là non seulement parviennent à garder les femmes sur le marché du travail, mais ils ont aussi un taux de natalité plus important. Dans les pays où c'est beaucoup plus compliqué d'être mère et d'avoir de l'ambition, tous ces pays-là perdent les femmes au travail et ont un taux de natalité très inférieur.

Deux exemples, les pays nordiques et la France (la Belgique est en train de suivre cet exemple-là) : plus une femme travaille, plus elle fait des enfants. Par contre, en Allemagne, en Italie, en Espagne, je ne parle même pas de la Grèce ou des pays de l'Est, là par contre il faut vraiment choisir : parce que c'est très mal vu, parce qu'il y a très peu de structures d'accueil accessibles, parce que rien ou presque rien n'est fait dans les entreprises pour promouvoir une parentalité active, également du côté des pères. Toute la charge repose sur les épaules des mères et donc que font-elles ? Elles commencent à travailler assez tard puisqu'elles vont énormément à l'université, elles veulent d'abord faire carrière et puis seulement elles vont faire un enfant, mais elles le font très tard, et quand elles le font tard, et qu'il y a une telle pression sur ce qu'on appelle l' « hyper-maternité », c'est-à-dire « on ne peut pas acheter

des petits pots, il faut faire à manger, il faut être là pour l'heure du bain, il faut suivre les devoirs, il faut il faut il faut », pour être une bonne mère, du coup cela devient tellement lourd qu'elles ne peuvent pas faire les deux et donc elles abandonnent leur boulot ou elles le réduisent énormément et en même temps elles ne font qu'un gamin maximum deux ; c'est alors un drame macro-économique pour ces pays-là.

AEDE : La situation de la France n'est-elle pas le résultat d'une politique nataliste voulue par les gouvernements, nettement dans les années soixante, septante ?

IL Je pense à une politique fiscale où tu peux déduire de tes impôts une personne que tu payes, qui est au service de ta famille, qui va chercher tes enfants, qui va leur faire à manger... ça, évidemment, ça aide énormément, tu n'es pas obligée de courir parce que tu as la crèche qui va fermer ou la garderie à l'école, tu as toujours plus de mal à garder tes enfants dans une garderie que de savoir qu'il y a quelqu'un qui va les chercher à l'école et qui les ramène chez toi.

Politique nataliste peut-être ! En attendant, les femmes, elles, bossent en France.

AEDE : La déduction fiscale pour l'emploi des personnes fait partie de toute une série de mesures prises par les gouvernements français, et sur un long terme, parce que ça plonge loin dans l'histoire, parce qu'il fallait repeupler la France, combler des classes creuses...

IL : Oui mais regardons l'Allemagne, par exemple, qui peut donner jusqu'à 1700 euros par mois à la personne qui reste à la maison pour s'occuper des enfants. Et qu'est-ce qui se passe ? Et c'est la femme qui «naturellement » va le faire. Qu'est-ce qui se passe, c'est qu'elle quitte son emploi. Cela n'a pas eu d'impact sur la natalité et cela enlève des talents dans les entreprises

AEDE : Cela exonère le gouvernement allemand de créer des structures d'accueil, des crèches, qu'on a en Belgique et en France

IL Voilà, voilà !

AEDE : La fécondité est très bonne en France

IL Et elle est très bonne en Belgique aussi

AEDE : Ceci n'est pas une affirmation, mais une réflexion, une piste à explorer : Est-ce qu'il n'y a pas des dimensions culturelles aussi ? La France doit avoir une autre conception de la femme qui travaille, conceptions culturelles, religieuses ou philosophiques. Ce n'est pas une affirmation, c'est une question : est-ce qu'il ne faudrait pas creuser pour voir s'il n'y a pas des éléments d'explication à ce niveau, mais les résultats sont là...

IL : En fait on s'en fout de ça. Moi ce qui m'intéresse, c'est comment on peut changer cela. Du moment que c'est quelque chose de bénéfique pour les individus, pour la collectivité, comment est-ce qu'on fait pour changer la mentalité ? En Espagne par exemple, tu ne pars pas du bureau avant 20h00, tu as eu trois heures de pause à midi, tu commences à dîner à 22h00 : comment tu fais avec tes gamins, ce n'est pas possible ! Tu as beau me dire c'est culturel, je m'en tape, parce que ça rend un peu malheureux tout le monde. C'est d'une inefficacité terrible. Autant s'adapter, tout le monde peut s'adapter.

AEDE : Que doit faire l'UE ?

IL : **Sans législation il ne peut y avoir d'avancées dans l'égalité.**

L'Allemagne fait à présent d'énormes efforts, même Angela Merkel a fait voter une loi sur les quotas, alors qu'elle y avait toujours été opposée, mais elle a compris que sans législation il ne pouvait y avoir d'avancées dans l'égalité. L'égalité ne peut pas avancer malheureusement sans loi coercitive, mais ce n'est pas parce que tu fais une loi qu'automatiquement tu as plus d'égalité ; donc la loi est fondamentale, et là est le rôle de l'Europe, au niveau des directives. Quand tu vois la Commissaire Viviane Reding qui s'est battue (elle a dit « la bataille la plus dure de toute ma vie », celle sur les quotas de genre dans les conseils d'administration des grandes entreprises), elle s'est fait vraiment massacrer par la presse, les lobbies, les employeurs, etc, parce qu'elle osait vouloir ça dans une directive européenne – elle voulait 40 % d'un genre ou d'un autre dans les conseils d'administration, ce qui a été fait en Norvège depuis déjà 2002 et qui porte véritablement ses fruits. Elle a voulu faire ça mais le résultat des courses depuis le changement de la nouvelle Commission, il n'y a plus rien qui passe.

Donc le Parlement est en faveur, la Commission l'a présenté et le Conseil refuse. La nouvelle Commission n'a pas pris ça du tout comme étant une priorité, au contraire, la nouvelle Commission a reculé sur tous les sujets de genre, tous. Il y avait un très beau texte énormément travaillé sur le congé

de maternité à 14 semaines pour les femmes et deux semaines pour les hommes, ça n'est pas passé au Parlement et ça n'a pas été représenté par la Commission.

Donc il n'y a plus de dynamique porteuse en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes ; c'est vrai que des pays de l'Est, en particulier la Pologne, pays très conservateurs, empêchent toute avancée. D'un côté on a un pays comme la Grande-Bretagne, et puis d'autres qui lui emboîtent le pas comme la Hongrie, la Tchéquie etc, des pays qui refusent toute avancée sociale, toute réglementation des entreprises, ce qui empêche l'égalité d'avancer, et de l'autre côté on a du traditionalisme, de l'archaïsme, sur par exemple, le droit de reproduction et des tas de choses comme ça, qui sont encore plus sensibles, où on a les Polonais et quelques autres qui malheureusement empêchent de faire avancer ces projets de loi ; et malheureusement la Commission n'est pas du tout sensible à ça.

Il y avait un magnifique master plan de cinq ans pour l'égalité qui, je pense, s'est terminé en 2015, depuis il y a des recommandations, il n'y a plus la force de la Commission, malheureusement. Je pense qu'effectivement l'Europe a un vrai rôle à jouer. Elle le joue beaucoup moins qu'il y a ne fut-ce que deux ou trois ans.

AEDE : Comment faire bouger l'UE ?

IL : C'est très compliqué. Je pense que d'abord ce sont des mouvements comme le mien, en distillant des informations dans la société, en faisant naître des débats. Par exemple cette semaine j'ai été interviewée dans tous les médias français, (j'espère que les médias belges vont commencer à reprendre ça) parce que la ministre française de l'égalité a lancé une campagne contre le sexisme. Je suis vraiment ravie car l'enquête que je viens de mener démontre que les hommes comme les femmes perçoivent le sexisme comme beaucoup moins grave que le racisme, l'islamophobie, l'antisémitisme, ou l'homophobie, etc. C'est grave.

Voici un bel exemple

Un jour je suis allée au JT de 13 heures pour un 8 mars (journée internationale des droits des femmes). La journaliste m'accueille en me disant « on va visionner ensemble un reportage et je vous demande de réagir ». Le reportage était : on interroge un avocat du sud de la France, à l'occasion du 8 mars sur le perron du Palais de Justice ; on lui a demandé « et vous qu'est-ce que vous pensez du 8 mars », et il a répondu « je pense que les femmes peuvent faire carrière, mais elles sont mieux à la maison, c'est important qu'elles aient cette possibilité-là, il ne peut pas y avoir de la place pour tout le monde ». En retournant en studio elle m'a demandé ma réaction et j'ai dit : « maintenant vous remplacez le mot femme par le mot noir, est-ce que vous pensez que ce type serait encore en place deux heures après son interview ? Non. » Par contre ça fait juste un peu anecdotique, les mouvements féministes vont essayer de le massacrer mais ça va rester dans un petit microcosme, on ne va plus en parler mais s'il avait dit juifs, s'il avait dit noirs, sa carrière était terminée. Pourquoi est-ce qu'on peut dire ça des femmes ? Pourquoi ? Le sexisme est surtout terrible, discriminant, infériorisant pour les femmes, mais il l'est aussi certaines fois pour les hommes. Surtout dans la sphère privée, quand on dit « évidemment tu as été faire les courses, mais comme d'habitude, il manque quelque chose, tu n'es pas capable de faire les courses complètes ; laisse-moi faire, le linge du bébé, tu ne mets pas bien les scratches », enfin des trucs comme ça, c'est aussi sexisme.

AEDE : En matière de sexisme à propos des clichés, est-ce que légiférer est possible ?

IL : Bien sûr, on a parlé tout à l'heure des livres scolaires, ça commence là, et c'est aussi dans l'espace public, c'est aussi dans les toilettes ; j'ai un ami qui est responsable de la diversité dans une grande entreprise, qui m'a dit : « tous ces architectes qui font le même nombre de m² pour les filles que pour les garçons devraient être pendus par les ... ». Mais ce n'est pas un débat qui existe, on s'en fout ; dans l'espace public, il y a des pissotières, comment on fait nous ? On est obligées d'aller consommer quelque part pour pouvoir aller aux toilettes, c'est scandaleux.

L'éclairage public pour rendre les endroits sécurisés : c'est sur ces premières choses-là qu'on fait de l'épargne. Globalement des hommes ou des femmes qui n'ont pas de conscience de ces choses-là en décident et ne se rendent pas compte que c'est véritablement discriminant.

Par exemple, une femme qui stationne dans un espace public est une pute, une femme doit toujours être en mouvement, doit toujours avoir un but pour être dans l'espace public. Je viens de traverser les quartiers Forest Anderlecht Molenbeek pour arriver ici, on était scotchées par le nombre d'Africains. Il n'y avait quasiment pas de femmes, mais eux faisaient des palabres à l'africaine, ils étaient dehors. Des femmes comme ça, tout de suite elles sont klaxonnées, « tu prends combien », et ça c'est un discours qui n'est pas encore du tout actif dans la société. Mais on va y arriver.

AEDE : Est-ce que la loi peut changer ça ?

IL : Évidemment parce que par exemple le sexisme en rue, grâce au film de Sophie Peeters, où elle a montré qu'elle était tout le temps houspillée en rue, voire pire insultée en rue, alors qu'elle a simplement une jupe aux genoux et des bottes, ça a vraiment aidé à faire prendre conscience que les femmes devaient tout le temps faire attention à ce qu'elles portaient, à quelle heure elles sortaient et où elles sortaient. Et quel est le chemin qu'on va faire. Ma fille m'a dit un jour : « non maman je ne prends pas le métro ici » – « pourquoi ? » – « je ne me sens pas à l'aise dans le métro ». Et là, ça m'a frappée en pleine figure car jamais je ne me suis empêchée de prendre le métro et ma fille est aussi courageuse que moi. Effectivement ça a changé, le regard a changé, c'est beaucoup moins bien que quand moi j'avais son âge. Ce n'est juste pas tolérable, et maintenant on a une loi, la seule au monde, antisexisme en rue – on en fait ce qu'on veut, on peut dire que c'est nul, parce que ça ne marche pas, mais on l'a. Et quand on l'a, c'est le pouvoir politique qui dit au citoyen « ça ce n'est pas bien » et donc ça doit commencer par là. L'école doit absolument s'occuper des questions de genre, ce n'est pas parce que 80% des profs sont des femmes qu'automatiquement il n'y a pas de sexisme contre les femmes, pas du tout.

AEDE : Il faudrait donc que chaque pays de l'Union se hâte de transformer les directives dans la loi, s'il y en a.

IL : Il faudrait d'abord qu'il y ait des directives ou alors que, comme en Belgique, par rapport au sexisme, on prenne la décision de faire une loi. Tant pis pour l'Europe, on bypass l'Europe et on le fait. Elle est appliquée, car des femmes portent plainte, il n'y en a pas beaucoup car c'est très compliqué d'identifier ses agresseurs, c'est ma parole contre celle de x, la plupart du temps on ne les connaît pas, donc on dit quoi ? Qu'est-ce qu'on va dire aux flics en fait ? Mais par contre les flics ont été sensibilisés, donc quand ils sont là et qu'ils sont témoins, ils interviennent. Pas tous, mais de plus en plus. S'il n'y avait pas de loi, ils n'interviendraient pas ; ils sont garants de la loi, ils interviennent, du moins les quelques-uns qui sont compétents et conscients.

AEDE : Est-ce que l'appareil judiciaire poursuit ?

IL : Ce n'est pas grave, on peut toujours faire mieux. Il n'y a que 4% des violeurs qui sont condamnés. Et je ne parle que des viols pour lesquels on a porté plainte. C'est juste un scandale, c'est-à-dire que c'est comme un droit de violer. Mais en même temps c'est interdit de violer, c'est même interdit de violer sa propre épouse, car il y a plein de pays où le concept de viol conjugal n'existe pas.

AEDE : Pour qu'une loi soit efficace, il faut qu'on sache qu'il y aura des poursuites

IL : Il faut légiférer. Malheureusement personne n'aime ça, personne n'aime les punitions, les obligations, et certainement pas les entreprises. Sinon rien ne bouge.

AEDE : Mai 68, que pensais-tu à ce moment-là de : il est interdit d'interdire, à ce sujet-là ?

IL : Je suis désolée, il faut interdire ce qui est mauvais pour l'autre, sinon si on interdit d'interdire, c'est la loi du plus fort. Toutes les révolutions ne sont pas toutes égalitaires, elles sont souvent sexistes.



Interview de Benoit Guillaume et Philippe Plumet
(photo prise par Ralitza Photography,
au Forum JUMP de Lyon le 9 février 2016)